



AFRIQUE : LA NOUVELLE DONNE

Résumé : Les rapports existants entre la France et les pays africains sous l'angle des relations politiques et militaires dans le cadre de la recherche de l'équilibre stratégique, en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord avec l'axe méditerranéen, mais aussi économiques et monétaires éclairent les possibilités d'évolution futures qui s'offrent à l'Afrique.

Mots clefs : France, Indépendances, islamisme, Méditerranée, transition démographique, zone monétaire

Abstract: *The existing relations between France and African countries from the point of view of political and military relations within the framework of the search for strategic balance, in West Africa and North Africa with the Mediterranean axis, as well as economic and monetary relations, shed light on the possibilities of future development offered to Africa.*

Keywords: *France, Independence, Islamism, Mediterranean, demographic transition, monetary zone*

LA CONFIGURATION ACTUELLE DU CONTINENT AFRICAIN a beaucoup changé pendant cette dernière décennie. Aux problématiques habituelles, qui ressortent du domaine de l'analyse économique par les théories du sous-développement aujourd'hui et sont le vecteur de ceux de demain, se doublent de nouveaux enjeux qui tiennent à la fois à de nouvelles données : comme par exemple la découverte de nouvelles ressources en Égypte, et les possibilités offertes par les nombreux projets de nouvelles infrastructures de transport, gazoducs, oléoducs qu'elle offre, et au renforcement des problématiques habituelles liées à l'instabilité politique de nombreux pays sur lesquels viennent se greffer les vieilles rivalités de toujours accrues par l'émergence de nouveaux champions : on pense ainsi à l'émergence de Wagner, une force venue de Russie ou encore, à l'importance de la Chine qui depuis trente ans, a fait son chemin en investissant en Afrique.

Le vieux rapport puissances occidentales, (anciens colonisateurs devenus post-colonisateurs) et pays africains, s'est considérablement modifié. L'Afrique, ancienne poubelle de l'occident, est devenue le champ de bataille sur lequel s'affrontent les

différents intérêts mondiaux en place. Le continent est sans conteste, le reflet des rapports géopolitiques mondiaux d'aujourd'hui et le vecteur de ceux de demain à l'heure où un Vladimir Zelenski, en plein conflit ukrainien est venu ce mois de décembre à Washington¹ par avion spécialement affrété pour lui, dans le but de convaincre le président des États-Unis que la Russie devait partir du conseil de sécurité, on est en passe, de s'attendre à un monde divisé en deux parties forcément opposées et l'avenir de l'Afrique au travers des rivalités entre ces deux mondes (Union Eurasiatique et Union Occidentale) risque plus que jamais de se jouer au travers de ce prisme là aux dépens des vieilles problématiques.

Qu'en est-il pendant ce temps-là de l'avenir des africains ? J'ai choisi d'examiner ce dernier sous le prisme des rapports avec la France, c'est un angle de vue acceptable, même s'il est loin d'être le seul possible.

Certains pays se sont développés mieux que d'autres depuis les fameuses années 1960, date phare des indépendances pour un certain nombre d'entre eux.

Il apparaît que les Français n'ont pas suffisamment amené les pays africains colonisés à adopter un biais suffisamment stable en matière de droits et de développement économique. Il ne s'agit pas ici de faire le procès de la France, mais bien d'envisager quelles seraient les solutions pour réparer les erreurs commises *via* une politique françafricaine qui a un peu trop misé sur des intérêts franco-français sans voir que l'intérêt de chacun résidait dans des rapports égaux fondés sur l'échange réciproque. Nous commencerons, en nous réduisant par la force des choses, aux pays qui ont été proches de la France de par leur passé colonial, par analyser les rapports qui existent entre les deux rives sous trois angles : l'angle des relations politiques et l'angle militaire, notamment en Afrique de l'Ouest, mais également en Afrique du Nord, où les enjeux liés à une reconnaissance de l'importance de l'axe méditerranéen sont capitaux pour l'avenir de la France mais aussi pour un retour à l'équilibre des forces géostratégiques dans ces endroits.

Le deuxième angle traité sera celui, politique, de la fédéralisation mais aussi monétaire et économique, dans la perspective d'une révision des politiques monétaires menées jusqu'ici par la CEDEAO² et le rôle que la France pourrait y jouer dans le cadre d'un nouvel alignement monétaire.

1. Smolar Piotr, « La visite de Volodymyr Zelensky à Washington scelle l'alliance entre Kiev et les États-Unis », *Le Monde*, 22 décembre 2022.

2. Bénin, Burkina-Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra-Léone, Togo.

Un troisième et dernier angle conclusif évoquera les nouvelles opportunités qui s'offrent à l'Afrique.

Il va de soi qu'il s'agit de nouveaux enjeux pour l'Afrique et on dresse ici un portrait des nouvelles problématiques actuelles : démographiques, économiques, politiques, sous l'angle des rivalités de puissances mondiales cherchant à s'accaparer le continent africain en tentant d'examiner les différentes modalités qui pourraient amener l'ensemble du continent vers un nouveau paradigme de paix et de prospérité sous l'angle de l'autonomie et d'une réelle indépendance enfin acquise.

Les rapports franco-africains : une nostalgie de l'époque coloniale qui se double de sérieux retards dans la construction de rapports égalitaires et durables entre États

Des enjeux politiques qui tardent à se résoudre par de vraies mesures

Lorsqu'en juin 1990, le président François Mitterrand invitait les pays africains à prendre leurs responsabilités sur le plan des droits et des libertés lors du discours de la Baule, et en échange de l'aide française, il omettait d'évoquer celle de leur responsabilité économique et sociale. À l'heure où dans certains pays plus de 80 % de la population n'a pas de compte en banque et pas de moyens de paiement, il est difficile de sortir de l'économie informelle...

De l'autre côté de la mer méditerranée, en Europe, les voix s'élèvent et les actions se multiplient sur la question des réfugiés africains quelque peu mise de côté dans les médias actuels par une nouvelle vague venue d'Ukraine. Mais le problème est toujours là et le cas Ukrainien qui est conjoncturel, cache une autre problématique structurelle spécifiquement africaine. Si la France mettait en place sur son territoire une politique économique plus centrée sur sa population et son marché intérieur, par exemple en décidant de mettre en place un revenu inconditionnel d'existence ou pour toute autre politique économique viable, il faudrait qu'elle règle le problème de l'afflux de ressortissants venus de l'extérieur chez elle. Ce problème-là ne peut pas se régler sur le plan éthique par une mise dehors des étrangers mais par contre il pourrait être le tremplin de nouveaux rapports entre États, en obligeant les États de provenance des ressortissants à assurer eux même la couverture sociale de ces derniers. Sous ce prétexte-là, on n'aurait pas de mal à monopoliser professionnels, experts, économistes et assureurs sous la tutelle de quelques organismes internationaux comme le FMI ou la banque mondiale, sans oublier les organismes européens ; pour aider les pays africains même les plus pauvres, à s'assurer que chacun de leurs ressortissants, sans exception soient couverts contre les risques.

Cela finira par les engager dans un cycle vertueux qui les poussera à assurer celle de tous leurs citoyens, encore une fois, sans exception. Il faudra certes passer pour cela par des organismes privés faute de fonds étatiques suffisants (l'apport du FMI ne suffirait pas et d'ailleurs il est temps de minimiser la tutelle de ce dernier pour répondre au besoin des pays africains de continuer leur ouverture au libéralisme, sachant que dans certains notamment les pays anglophones, cela a marché). Il suffirait ainsi que de nouveaux règlements internationaux viennent limiter l'appétit des assureurs privés et privilégier le développement des systèmes mutualistes pour que le système reste éthique. Il faudra encore une fois réguler, cela va de soi. Le coût alors, de la venue de ressortissants étrangers sur le territoire européen deviendrait alors moindre.

Bien entendu, cette hypothèse repose sur un modèle idéal, sans guerre ni conflits ethniques qui s'opposent à tout développement économique dans les pays africains (ce qui d'ailleurs, selon moi, explique que du côté septentrional de l'Afrique, la CEMAC n'ait pas encore émis de volonté d'émancipation monétaire). Mais si on oblige les États à imposer ce début de normalisation chez eux, l'atmosphère qui règne dans ces pays pourrait s'en trouver sensiblement amélioré car cela nécessite de la responsabilité et une certaine prise de conscience des besoins des individus, condition du développement.

C'est justement dans ce cadre-là, celui de perspectives plus pacifiques sur le continent lui-même, qu'on a du mal à y voir plus clair. Dans ce cadre, il est urgent de rappeler que en 2007, avait été mis en place un début de régulation politique abordant le continent africain par la méditerranée avec la création de l'Union économique et monétaire (UEM). On attendait beaucoup de celle-ci, mais rien de vraiment solide n'a été jusqu'ici construit depuis Barcelone. Le Traité des deux Rives qui a eu lieu le 24 juin 2019 ne portait que sur des accords relevant du domaine culturel, chose importante certes mais n'abordant pas les problèmes de fond. Depuis, il n'a pas beaucoup évolué. Or la méditerranée, si elle n'est pas limitrophe avec tous les pays africains, est importante pour les rapports du sud de l'Europe avec le continent africain. Pour reprendre les choses dans l'ordre, si on veut susciter des alliances et des accords durables avec les pays africains il faut commencer par l'Afrique du Nord. Un dialogue 5+5, ou Forum de la Méditerranée occidentale a été lancé en 1990. Dialogue politique informel, il rassemble dix États de la région, cinq riverains du nord de la Méditerranée – Espagne, France, Italie, Malte et Portugal – et cinq du Sud – Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie. Depuis, il n'a pas beaucoup évolué non plus... Seules les problématiques liées à l'afflux par

la mer de réfugiés ou bien encore les vieilles querelles opposant les États sur des sujets comme les vieux problèmes non réglés de la décolonisation éveillent encore les passions. A-t-on bien choisi en prenant Barcelone comme capitale de l'UEM ? Il me semble que la ville de Marseille aurait été mieux placée. Elle pourrait jouer un rôle prépondérant et se disputer la maîtrise de la gouvernance avec Barcelone, ville accueillant les institutions de l'UPM afin de créer une dynamique nord-méditerranéenne susceptible de susciter un mouvement suffisamment fort et ancré territorialement au-delà des frontières pour qu'une véritable union concrète pour la Méditerranée ayant des répercussions sur l'Afrique prenne naissance.

Cela va aussi dans le sens de l'histoire. Ainsi, par le passé, la ville de Marseille a été mise en avant dans le cadre d'un contexte méditerranéen et non pas seulement national. Comptoir grec, elle opérait une jonction entre les deux continents et était considérée comme un comptoir et une ouverture vers l'Afrique, le Moyen-Orient, et l'Asie.

Elle pourrait aujourd'hui, pour garder le sens de l'histoire, être identifiée comme la capitale d'une véritable union méditerranéenne.

Elle est en effet l'un des points clés géo-stratégiquement parlant, de la jonction entre deux possible Unions indépendantes : l'Europe et la méditerranée.

Elle même ville phare, multiplie les initiatives dans sa périphérie sur les territoires avec lesquels elle co-construit :

- Sur le pourtour méditerranéen
- Sur les territoires situés à l'intérieur des territoires européens et africains éloignés du contexte méditerranéen à proprement parler mais néanmoins complémentaires : ce qui englobe par extension l'Europe et l'Afrique. Un tel paradigme qui opère une jonction entre ces deux entités géographiques mais également politiques (il y a une Union déjà créée et bien en marche pour l'avenir) et une autre qui existe en puissance n'est pas du tout exploité actuellement alors que toutes les cartes sont en place à commencer par la société civile qui, comme cela a été reconnu en 2019 à l'occasion du Traité des deux rives, ne demande qu'à exister et à agir pleinement. Dans ce cadre, les liens liés aux diasporas qui ont déjà commencé à alimenter une dynamique de développement, mais aussi les liens associatifs et surtout économiques, de production et d'échange ainsi que d'innovation (on pense notamment aux énergies renouvelables), ne pourraient que se raffermir. Car il s'agit pour maintenir une paix durable aussi bien chez nous que sur le continent africain, de privilégier ces aspects.

... Retardées par des enjeux militaires

Or ces aspects-là sont justement actuellement mis en danger de par les situations politiques qui sont actuellement en place sur le continent africain. En Afrique du Nord, les problématiques libyennes par exemple, sont loin d'être réglées. La Libye d'aujourd'hui est une Libye de chaos rarement atteint dans le monde. Le pays est atomisé alors qu'il est formé d'une société d'essence tribale.

La division marque tout le territoire, le pouvoir est à la rue. Il y a division des régions, des villes, des quartiers...

C'est le pouvoir des masses qui prime. La mouvance islamiste à vocation internationale qui s'appuie sur des tribus marquées par les liens familiaux et de violence, se caractérise par le fait qu'elle exporte en Libye, pays africain, son mode de positionnement par rapport au pouvoir reposant sur la violence entre tribus qui vient du Moyen-Orient alors qu'en Afrique, la tradition est à la gestion par la Paix et la démocratie. C'est ce qui avait inspiré chez Kadhafi, la Jamaryya dans son livre vert³, celle des comités populaires censés s'administrer librement en local. Cela est d'autant plus paradoxal que l'Islam a été créé au Moyen-Orient pour arriver justement à ce mode de gestion pacifique alors que les Tribus se déchiraient, dirigées par des chefs peu enclins à laisser parler leurs membres et donc ne respectant pas le règlement de fonctionnement de la Tribu.

C'est la Asabya reposant sur une solidarité mécanique que la rencontre entre tribus peut rendre organique grâce au confédéralisme, celle décrite par Ibn Khaldoun, celle de l'Afrique du Nord, qui doit régner, mais celle-ci, au Moyen-Orient, est murée par la violence transposée dans des pouvoirs nationaux coercitifs et totalitaires (comme en Syrie), afin de lutter de manière superficielle contre la tendance à l'éclatement dû aux tribus. Mieux vaudrait privilégier une tolérance par rapport au système tribal qui est aussi, il faut le reconnaître, une composante de l'islam, même si celui-ci se veut fédérateur (Médine était bien une Tribu). Sur ces problématiques se greffent les tentatives de récupération par les forces islamistes formées de milices armées que les forces en place tentent de récupérer pour mieux semer un désordre qui pourrait leur être bénéfique. Le cas de figure qui ici est présenté comme étant spécifiquement libyen (où les forces et enjeux sont aussi russes et turcs et s'affrontent), est présent dans toute l'Afrique sur le modèle du Liban au

3. Le livre vert libyen par Mouammar Kadhafi (Paris, Hadès, 2015) est paru pour la première fois en 1975. Véritable traité politique, il évoque la démocratie et donne un mode d'emploi pour faire remonter le politique du local au global.

Moyen-Orient dont la constitution repose sur les différentes parties religieuses, on pourrait imaginer des constitutions africaines qui refléteraient les diversités ethniques de chaque État. À la place, Afrique paye le lourd bagage lié aux colonisations du passé et aux divisions territoriales arbitraires.

L'islam, que ce soit en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient, est de la poussière d'étoiles versée sur des guerres intestines entre clans et tribus qui datent de Mathusalem et sont préislamiques et intergénérationnelles.

C'est la trace de ces luttes qu'il faut retrouver pour les guérir et retourner au ciel.

Le vrai problème n'est pas l'islam mais l'existence de ces dissensions entre tribus à travers les siècles et de ce qu'il en reste (des conflits non réglés). Il est antéislamique.

Vouloir faire primer dans les constitutions les droits individuels, est une utopie, un ethnocentrisme destructeur, ce qu'il faut c'est d'abord, dans les constitutions faire primer l'existence des « Nations » ou « Tribus » ou « Peuples » en dehors du religieux comme dans la Constitution russe où on rappelle d'abord l'existence de chaque peuple pour ensuite évoquer les droits individuels communs à tous. Car, ne l'oublions pas, les États arabophones sont signataires des grandes chartes du droit international, c'est donc par ce détour là que la communauté internationale peut arriver à le faire respecter.

Sur le plan proprement politique, on ne peut pas faire autrement que de passer à des modes d'organisation fédéraux ou confédéraux ou du moins à faire exister ces derniers en transversal en même temps que les États nationaux. On retrouve la même configuration dans chacun des États d'Afrique du Nord, notamment en Algérie où les conflits entre régions sont un obstacle à l'émergence d'un État viable et de droit et où toute tentative d'émancipation économique à commencer par l'agriculture, est freinée dès sa naissance par ces rivalités sur lesquelles viennent se greffer les intérêts occidentaux, véritable champ où les islamistes viennent jusque-là cueillir leurs fleurs de mort et de désespoir. Le Sahel est particulièrement marqué par cette configuration. La présence française au Niger et au Mali dans le cadre des opérations Serval puis Barkhane n'a pas pu se solder par une réussite justement à cause de ces intérêts divergents en place d'abord en local. Sur fond de rivalité ethnique face à des équipes militaires étrangères et anciennement colonisatrices dont on se méfie, il est facile de se servir des populations locales pour passer d'un endroit à l'autre en secret (celles-ci ont appris à le faire pendant les guerres de décolonisation), et de tromper l'ennemi malgré tous les accords qui ont pu se faire entre parties de bonne volonté.

Sur cette situation viennent se greffer l'apport d'autres puissances étrangères on pense à la Russie avec les forces Wagner ainsi qu'à la Chine. De cette dernière si on savait bien s'y prendre (mais la situation actuelle ne va guère dans ce sens), pourrait venir une nouvelle architecture de paix et de croissance durable. La question des routes de la soie peut en effet se comparer à une situation de nouvel alignement (après tout, Mao Tsé Toung avait bien développé la théorie du troisième monde).

Un monde où les pays des trois continents les moins développés (Émergents d'Asie, Amérique Latine, Afrique) pourraient, avec l'aide des autres pays, susciter de nouveaux accords économiques sur les mêmes bases comme cela était préconisé dans la Charte de la Havane de 1948, jamais appliqué au profit des accords de l'OMC. Les analogies et raisons de comparer le projet chinois avec le concept de nouvel alignement sont intéressantes pour plusieurs raisons :

- La théorie du nouvel alignement n'est pas un nouveau concept altermondialiste, il ne se fonde pas sur une utopie de redistribution, et parie sur la fin de l'échange inégal certes, mais dans le but de mettre en valeur le réel potentiel économique dessous les territoires, le projet chinois peut y aider.

- Un nouveau paradigme de paix coopération et fraternité : il faut changer notre façon de voir les choses, et ne plus raisonner en termes de concurrence, même sur le plan économique, le concept de « guerre économique mondiale », n'a plus lieu d'être.

- Le concept de nouvelle mondialisation. La France et la Chine pourraient en Afrique se partager la mission de partenariat durable et de coopération économique avec l'Afrique moyennant des avantages économiques en matière d'échange. Elles ont toutes les deux leurs atouts. La France dispose d'avantages liés à sa position privilégiée en tant que pays proche de par le passé, la Chine dispose de son projet Routes de la Soie. L'imbrication entre les deux intérêts est indispensable à un bon renouvellement du tissu civilisationnel fortement détruit par des comportements du type « pillage de l'Afrique » et les guerres et le terrorisme qui en ont résulté. Reste à convaincre l'État français qui a semblé jusqu'ici peu enjoué par le projet, de poser des jalons qui émanent de lui dans le cadre du projet OBOR, via la voie diplomatique.

- Un recentrage des indicateurs économiques officiels par grands espaces régionaux et pas seulement sur le plan des États-Nations (RNB, PIB, PNB) afin d'effectuer une perspective globale de l'évolution future des territoires comprenant des indicateurs proprement économiques mais également écologiques afin d'établir des prévisions (prospective) d'évolution imbriquée des deux composantes. Cette analyse doit se faire en parallèle avec celle qui concerne les États mais aussi les microrégions.

Il y a donc un projet de vision du monde multidimensionnel à développer. Une vision de l'organisation du monde autre qu'ethnocentriste et directement affiliée à une logique civilisatrice. On peut partir du principe si on raisonne sous cet angle-là, qu'il n'y a qu'une seule et principale civilisation comme socle de départ, l'universelle, celle-ci doit être régie par le droit international dont la primauté devrait être établie un jour ou l'autre. C'est une des conditions de la réussite du projet *One road One belt*, mais aussi ce qui est mis en avant à l'ONU (Les ODD en sont la dernière mouture). Le principe dégagé ici est universalisant. Cela n'empêche pas, puisque nous sommes dans un paradigme pluridimensionnel, qu'il faille continuer à raisonner dans une autre dimension cette fois-ci, en termes d'États.

Or, au sein de ces États, il existe des territoires. Pour gérer ces derniers les États Africains se sont pliés au modèle occidental notamment en ce qui concerne beaucoup, à la décentralisation à la française. Or, celle-ci n'est encore que peu développée et fonctionne très mal, faute de moyens mais aussi de véritable volonté politique.

Les pays du bloc africain souffrent on l'a déjà dit, de graves retards en matière de déconcentration et de décentralisation, tandis que la valeur ajoutée produite est mal répartie de par des lacunes en matière de développement territorial, même si des progrès ont été réalisés depuis 1960.

On a souvent du mal, alors même que les pays industrialisés eux-mêmes commencent tout juste à développer leurs territoires, à envisager le système économique autrement que par la macro-économie, et on se contente souvent pour les plus chanceux d'engranger le fruit des exportations de matières premières ou de subir les investissements directs étrangers en provenance des pays les plus développés.

Vers un nouveau paradigme économique, l'Afrique, potentiel maître du jeu d'une nouvelle donne à connotation « tricontinentale » : la question monétaire avant tout

Mettre en place une vision pluridimensionnelle des imbrications entre États

On se doit, en France, au nom des liens anciens et importants entre la France et l'Afrique de maintenir notre place particulière dans nos relations avec eux, même si les paramètres posés sont forcément plus éthiques et poussés par une exigence de coopération plutôt qu'une logique de domination ou de simple intérêt financier et économique. Il va de soi que l'Afrique, comme la France, a tout à gagner selon la logique chère à Adam Smith de corrélation étroite entre intérêts particuliers et intérêt général. Encore faut-il ne pas entraver ce lien entre général et particulier par

des oligopoles ou groupes d'intérêts économiques. Il va de soi que la nouvelle ère qui s'ouvre en ce début de XXI^e siècle va dans le sens d'un intérêt général mondial qui devrait marquer le droit international, jusqu'à une primauté de ce dernier. C'est dans ce sens que pourraient aller de nouveaux accords multilatéraux qui combineraient des logiques proprement économiques, culturelles, politiques et géostratégiques mais avant tout humains. Les chartes qui y correspondent devraient faire considérablement évoluer les droits transnationaux vers autre chose que le simple droit de la concurrence entre grandes firmes.

Ce nouveau paradigme, ainsi que l'idée d'une France qui compte encore pour l'Afrique trouve toute son expression dans l'idée d'un nouvel alignement monétaire que la France conditionnerait en pratiquant un « sacrifice de sa parité » et en décidant, si jamais l'Euro venait un jour à défaillir, de susciter la création d'un deuxième groupe de pays européens membres de l'Union Européenne, ceux du Sud, à parité moins importante, chose qu'elle aurait dû faire dès les années 1990.

Le discours de la Baule par François Mitterrand en 1990⁴, dans le cadre de la 16^e conférence des chefs d'État d'Afrique et de France, qui exigeait des pays africains davantage de démocratie en échange de l'aide se mue ainsi en un élan vers la démocratie pour tous et à une entraide coopérative menée à bien dans une perspective égalitaire. Disons plutôt que ce discours prendrait plus de trente ans après, enfin sens.

Rappelons que ce discours marque un tournant symbolique dans les relations des États africains avec la France, certains diront d'ailleurs comme Sylvie Brunel, démographe, qu'il signe le début d'une mise en désuétude de la *françafrique* et donc de la place de la France dans les relations avec ce continent. À tort à l'époque. Mais cela pourrait devenir réalité. Il faut aussi compter sur l'apport d'autres pays comme la Chine. Ce n'est pas une mauvaise chose : les dés sont jetés, nous voyons dans cet article, comment le projet chinois et la conception chinoise des relations internationales notamment le projet OBOR peuvent apporter quelque chose de positif dans les pays et sur les territoires avec lesquels elle coopère. On l'a vu dans la partie précédente : cela génère des infrastructures des financements privés, des échanges, des emplois et surtout de la coopération entre régions et entre États. Or, nous l'avons dit : le meilleur gage de la paix dans le monde est de multiplier les

4. Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la situation économique de l'Afrique, les possibilités d'aide des pays les plus riches et la position française en matière de coopération et d'aide financière, la Baule le 20 juin 1990 ; <https://www.vie-publique.fr/discours/127621-allocation-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-la>

alliances et la coopération ainsi que le « faire ensemble ». Plus les choses en commun et donc les interdépendances entre États et régions géopolitiques seront nombreuses plus le tissu de la paix et de la prospérité sera épais et riche et solide. L'optimum à viser est non parétien. Il s'agit en effet de se donner les moyens d'aboutir à une situation où la satisfaction de tous n'est pas uniquement marchande. Elle doit être politique, diplomatique, culturelle (cela inclut la dimension religieuse), artistique, linguistique, territoriale, aussi bien qu'économique...

Vers un nouveau paradigme monétaire : le concept de non alignement monétaire

On peut partir d'un constat : l'un des principaux problèmes africains que ce soit à l'Est (CEMAC) ou à l'Ouest où sous l'égide de la CEDEAO, un semblant d'organisation sous forme d'Union économique s'est développé, l'UEMOA, est d'abord monétaire.

Comme le dit Martial Ze Belinga, un des auteurs de *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire, à qui profite le franc CFA*⁵ : « Si les pays africains veulent avancer sur la voie de la démocratie et de la transformation sociale en phase avec les aspirations populaires, ils doivent songer à se débarrasser du système du franc CFA. En soixante-dix ans d'existence, le seul bénéfice tangible du franc CFA a été une inflation moins forte que pour le reste. Pour ce maigre résultat les contreparties ont été :

- Une perte de souveraineté démocratique.
- Le sous-développement : sous-emploi, chômage, pauvreté, spécialisation primaire.
- Une instabilité politique, économique et sociale chronique.

Le défi serait donc d'« émerger du franc CFA. ».

Ou encore Demba Moussa Dembele : « Les indépendances politiques acquises de haute lutte ou octroyées n'ont pas été accompagnées de la réappropriation des ressources des pays colonisés. »

Sans la récupération des fondamentaux de l'économie dont fait partie la souveraineté monétaire, il ne peut y avoir de véritable indépendance. Celle-ci demeure plus fictive que réelle comme l'attestent la prédominance des entreprises étrangères dans les secteurs clés des économies africaines et les multiples accords économiques et financiers qui perpétuent l'influence de l'ancienne métropole. Cela explique le

5. Kako Nubukpo, Martial Ze Belinga, Bruno Tinel, Demba Moussa Dembele (dir.), *Sortir L'Afrique De La Servitude Monétaire. À Qui Profite Le Franc CFA ?*, Paris, La Dispute, 2016.

caractère extraverti des économies africaines et l'accentuation de leur dépendance extérieure. Certes, la lutte pour l'indépendance est une lutte complexe tant il est difficile de changer en un jour les lourdes relations économiques, commerciales et financières établies au cours de plusieurs décennies. Mais c'est une lutte incontournable, sans laquelle l'Afrique restera dominée, et continuera à subir des diktats de toutes sortes et assistera impuissante au pillage de ses immenses ressources et à l'accentuation concomitante de son appauvrissement. Ainsi, « la lutte pour la souveraineté monétaire fait-elle partie de cette lutte globale pour l'indépendance économique de l'Afrique, en particulier celle des anciennes colonies françaises qui constituent le maillon faible dans la résistance à la domination étrangère ».

Et d'ajouter : « dans les accords monétaires actuels, presque tout est à l'avantage de la France... d'ailleurs, il est établi que plusieurs entreprises françaises, et non des moindres comme Orange, Air France, Total, entre autres ne sont bénéficiaires, que dans leurs activités liées à l'Afrique. »

J'évoque dans la première partie de cet article, l'idée d'un nouvel alignement monétaire que la France pourrait susciter en acceptant de devenir le leader d'une Union Européenne du Sud à parité plus soutenable et plus conforme à la réalité des économies de pays comme l'Espagne, l'Italie, le Portugal, mais également les pays situés en Europe de l'Est qui tous, tirent au maximum pour pouvoir suivre ceux du nord et donc sont décentrés par rapport à la réalité de leurs territoires et de leurs avantages comparatifs. Souvent, au lieu de développer leurs économies ces pays-là ne sont pas, autre chose, segmentation des marchés aidant, que des sous-traitants d'autres États de l'UE plus développés comme par exemple *la grande Allemagne*. Or, nous l'avons déjà exprimé ici en première partie de cet article, l'enjeu est, outre le fait de développer un nouveau paradigme monétaire, de mettre en place des perspectives très ciblées en matière de développement territorial. L'économie d'un pays ne doit plus se voir d'en haut mais d'abord d'en bas si s'agit de relocaliser cette dernière, autrement dit pour reprendre Karl Polanyi dans *La grande transformation*⁶ de *réencastrer* l'économie. C'est un petit peu ce qu'est en train de faire la France maintenant qu'elle a compris après presque cinquante ans d'égarement (de 1975 aux années 2020) que les grands ensembles macroéconomiques pouvaient correspondre aux critères, sans que le pays soit suffisamment et harmonieusement développé du dedans. C'est aussi ce que la France à l'appui de ses propres expériences, peut être amenée à faire comprendre aux pays africains, en leur montrant que l'importance de leur PIB due essentiellement à une rente d'exportation souvent

6. K. Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1944 (1^{ère} éd.).

même pas fabriquée mais ponctionnée à la base (c'est le cas pour les gisements pétrolifères et le gaz naturel) n'est pas une vraie richesse tant qu'elle ne devient pas l'épicentre d'un développement par l'économie territoriale. Claude Courlet et Bernard Pecqueur donnent des solutions dans *Économie Territoriale*⁷.

Tout cela explique le fait que l'aide soit souvent inefficace. Repartir sur de nouvelles bases monétaires, en adoptant des monnaies nationales calquées sur des parités d'Europe du Sud qui soient atteignables ou du moins abordables, susciterait un regain d'échange entre nord et sud sans disqualifier les économies des uns et des autres par l'effet « plus petit que soi » ou « trop grand pour soi » (des batailles vouées à la défaite pour tous).

Certes, l'UEMOA développe depuis quelque temps, sous l'égide de plusieurs économistes dont Gaku Nubukpo, par ailleurs un des auteurs de *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire* et directeur de la Francophonie économique et numérique au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie avant 2017 (il avait été limogé pour avoir critiqué le franc CFA), l'idée d'une monnaie unique qui ferait le ciment de cette même nouvelle union économique régulée par les États à l'aide d'institutions nouvelles.

« La monnaie est aussi une institution sociale », selon Jérôme Maucourant dans le chapitre 2 de l'ouvrage *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire*⁸, et le reflet national de l'état des processus de production et d'échange entre pays. Dans ce cadre, l'idée de monnaies nationales qui s'aligneraient sur les économies réelles prend tout son sens : elle rend à chaque État sa souveraineté dans la maîtrise de sa propre économie et la jouissance complète des biens situés sur son territoire, y compris naturels. L'idée de monnaies nationales ayant chacune une parité qui reflète la réalité de leurs économies réelles (et non pas financières) évoluant en synergie avec d'autres parités de la zone sud Europe avec lesquels les échanges seraient privilégiés permettrait de rétablir un équilibre au sein de chaque État un équilibre des échanges reposant sur une certaine stabilité monétaire, que certaines institutions nouvelles pourraient assurer par la régulation et la réglementation mais surtout un équilibre au sein de chaque territoire, entre ce qui est produit, le nombre d'emplois stables et bien rémunérés créés, ainsi que, troisième roue du carrosse ce qui est susceptible de circuler en matière de capitaux.

7. C. Courlet, Bernard Pecqueur, *L'économie territoriale*, Presses universitaires de Grenoble, 2013.

8. J. Maucourant, « Des rapports entre monnaie et souveraineté : une analyse socio-historique » (chap. II), K. Kako Nubukpo, M. Ze Belinga, B. Tinel, D. Moussa Dembele (dir.), *Sortir l'Afrique De La Servitude Monétaire*, op. cit.

Les priorités sont donc :

- Stabilité naturelle et non pas forcée (des monnaies qui reflètent les économies réelles).
- Fluidité des capitaux réglementée dans le sens de l'équité.
- Le développement qui ne s'oppose plus à la croissance, disons le développement et la création de richesse éthiques. Il faudrait donc créer une nouvelle zone particulière d'échange que l'on pourrait par exemple nommer l'Organisation des États indépendants et autonomes (OIA), elle pourrait inclure d'autres États d'autres continents qui eux aussi ne se reconnaissent pas dans le système mondialisé actuel, et cherchent à évoluer différemment, des pays où là aussi, les économies informelles sont très développées et constituent souvent le dernier recours pour des peuples laissés à l'abandon sous fond de gouvernance imposée par l'occident.

Dans ce cadre-là, je ne suis pas d'accord avec l'idée d'une monnaie unique ouest-africaine, celle-ci ne pourrait pas être autre chose qu'un substitut du CFA lavé et recustomisé version monnaie moderne sur le modèle de l'Euro. Je ne pense pas que cette création-là puisse modifier en quoi que ce soit les rapports de domination envers les pays occidentaux (comme cela est le cas pour le CFA par l'Europe *via* la France), ceux-ci se jouant désormais entre États africains qui ne sont pas comparables (exemple : Sénégal/Guinée-Bissau) sur le plan des richesses créées (PIB) mais pas non plus sur le plan politique (ainsi, le Mali a beau avoir un des PIB les plus importants de l'UEMOA, cela cache néanmoins des territoires et des populations déchirés par les guerres civiles). Que signifie dans ce cadre un PIB important ? Le chiffre cache la misère reléguée dans un placard fermé avec beaucoup de mal. On pense également au Nigéria qui dans le cadre de la création de l'Eco pour 2027, pourrait tirer les autres États membres vers des critères économiques encore une fois imposés par les mêmes institutions supranationales que celles qui sont à l'origine des plans d'ajustement structurels (PAS) des années 80 avec l'échec que l'on connaît. L'Eco serait une monnaie unique pas commune. Or, si l'idée d'une monnaie commune qui accompagnerait les mouvements de capitaux en monnaies nationales et à la parité reflétant les économies réelles dans le cadre de nouvelles sphères géographiques d'échange (Europe du Sud, Afrique, Amérique Latine, Asie) est tout à fait acceptable, celle d'une monnaie unique sur le modèle de l'Euro qui *enfermerait* les économies de chaque pays au sein d'un vaste marché englobant celui de l'Union Européenne et celui des États-Unis sur fond de rivalité avec les Russes et les Chinois et les Turcs (Ces trois acteurs nous barrant la route puisqu'ils n'ont aucun intérêt à voir ce type de regroupement s'opérer) ne l'est pas. Il ne constitue en

aucune sorte une voie de sortie pour l'Afrique. On risque à terme, de voir se développer soit un enfermement préjudiciable à un développement libre, autonome, et autosuffisant de l'Afrique, ou bien autre solution extrême, de voir l'Afrique continuer à être déchirée par les rivalités politiques alimentées volontairement par les grands acteurs internationaux que nous avons déjà cités afin de s'approprier des rapports privilégiés et exclusifs avec ces pays pour des raisons bien entendu lucratives. Dans un tel scénario, l'intérêt français on l'a bien vu avec le départ des forces Barkhane du Sahel, disparaît complètement, nous serons déconnectés de l'Afrique.

Par contre, si la France était à l'origine du nouveau paradigme monétaire évoqué plus haut, on serait bien plus proches de la réalité, et cela serait compatible avec les intérêts de chacun (Chine pour les routes de la soie, Russie pour reconnaissance vis-à-vis du soin apporté par Wagner à la chasse au djihadistes (ils en ont les moyens), Turquie pour reconnaissance (enfin) de cette dernière comme grande puissance économique mondiale représentée au sein des grandes instances internationales (comme par exemple le G7, ces trois pays devraient en faire partie et on devrait l'appeler G10)⁹. Un nouveau paradigme de paix et d'échange se mettrait alors en place. Il va de soi que cela devrait s'accompagner de réels efforts sur l'annulation de certaines dettes et que par ailleurs, le financement de ce relèvement économique sorte de « take off » particulier et relégué à un champ de relations internationales exclusives en zone spécifique devrait faire l'objet d'une mobilisation des fameux « droits de tirage spéciaux » (DTS) du FMI. Mais cela nécessite un développement particulier qui n'a pas sa place ici.

De nouveaux potentiels à exploiter

L'Afrique est un continent de défis : explosion démographique, réchauffement climatique et transition énergétique, innovations technologiques, terrorisme... Risques et opportunités d'avenir dessinent une Afrique plurielle dont on a parfois du mal à imaginer comment se construit sa modernité. Entre puissance et vulnérabilité, celle-ci est constamment sollicitée et prise à partie au sein des grandes rivalités internationales par des États puissances venus d'ailleurs qui cherchent soit à s'approprier les biens, soit à y construire le chemin de leur hégémonie. Nous avons ici exploré certains de ces enjeux et tenté de faire émerger quelques solutions. Mais

9. Donald Trump avait déclaré lors d'un des sommets du G7 auxquels il avait assisté en tant que président, « s'ennuyer ». On imagine ici que si de nouvelles grandes puissances économiques comme la Russie, la Turquie ou la Chine venaient à faire partie de ce G7 + 3 au lieu de constituer un groupe à part entière et coupé des autres, donc un nouveau G10, on s'ennuierait beaucoup moins.

le sujet peut être approfondi par de multiples autres portes d'entrée qui sont autant d'ouvertures sur de nouvelles problématiques. Ainsi, si on aborde le problème de manière transversale, cette grille peut observer les cultures africaines comme les institutions, souligner les obstacles générés par la transition démographique, s'interroger sur les évolutions des niveaux de vie, sur les nouveaux modèles de croissance, comme sur les traits spécifiques des entrepreneurs africains. L'institut Nelson Mandela¹⁰ qui chaque année organise plusieurs conférences sur le sujet des entreprises africaines et fait venir chefs d'entreprise, politiques, diplomates, en est bien conscient. Chacune de ses conférences est une véritable mine d'information et on se rend compte que tous les continents africains sont animés par de réelles volontés de créer de la vraie richesse sur les territoires au bénéfice même des africains. Ce qui est intéressant c'est que Paul Kananura, le directeur du même institut Mandela, à chacune de ses journées conférences, ne manque jamais de rappeler à ses invités qu'une autre journée les attend dans l'année, celle consacrée aux guérillas et aux problèmes de non droit liés au terrorisme et aux milices djihadistes qui concernent notamment l'Afrique sahélienne, comme pour mieux mettre en avant le fait que toutes les bonnes volontés sont malheureusement liées à des problématiques auxquelles n'ont pas à faire face les autres continents.

D'autres données sont à explorer, ainsi, l'Égypte a fait récemment de nouvelles découvertes en matière de gisements de pétrole et de gaz ce printemps 2022. C'est une bonne nouvelle pour ce pays qui depuis les printemps arabes n'a cessé d'errer politiquement et qui en a bien besoin pour alimenter une nouvelle croissance durable sur son territoire. Reste à voir si celui-ci saura comme ce fut le cas avec Nasser lors de la nationalisation du canal de Suez en 1956, se servir de cette nouvelle manne venue du fond de la terre pour financer une économie reterritorialisée et construire de nouvelles capacités en matière d'autonomie alimentaire. À ce sujet, et à condition que l'on se saisisse du problème de l'eau en mettant en œuvre des moyens permettant soit de la stocker, soit de la dessaler et en privilégiant des techniques issues des jardins autonomes en eau (permaculture) en ce qui concerne le maraîchage, il faut bien reconnaître que pour les pays d'Afrique du Nord il y a un enjeu très important qui réside dans l'agriculture. Beaucoup de pays comme l'Égypte, la Libye ou bien l'Algérie n'ont pas su se saisir à temps de l'opportunité que leur offrait leur géographie de susciter de nouvelles productions à grande échelle en matière céréalière, comme si et c'est notamment le cas pour l'Algérie, ils n'avaient pas compris les enjeux liés à l'autonomie alimentaire sur le plan géopolitique. On pourrait retourner

10. Institut Mandela, *Think-Tank*.

la situation et aider ces pays à devenir de nouveaux greniers à blé, et l'Afrique du Nord pourrait, après avoir pourvu à ses besoins sur le marché interne, devenir celui de l'occident, c'est du moins ce que la conjoncture actuelle en Ukraine et en Russie laisse envisager. Cela bouleverserait les rapports géopolitiques et permettrait, au sein de cet ensemble un peu spécial sur le plan monétaire (Afrique-Europe du Sud) de constituer un nouveau type d'échanges. 10 années suffiraient à développer certains pays d'Afrique pendant que de l'autre côté de la méditerranée nous resterions les pionniers en matière de qualité (HVE), et d'agriculture biologique dans un premier temps. Par ailleurs, et je l'ai déjà évoqué en parlant de l'apport que pourrait constituer une adhésion au projet OBOR de part et d'autre de la méditerranée et sur tout le continent africain, il ne faut pas oublier que l'Afrique a un besoin urgent d'infrastructures qui correspondent à ses réels besoins et sans domination étrangère, on pense ainsi au port de Pointe Noire en République du Congo, un endroit très stratégique qui est l'objet de beaucoup de convoitises. D'autres ports maritimes importants en matière de frets de marchandises devraient pouvoir être développés dans certains pays ce n'est pas le cas. Ainsi, en Égypte, si la ville du Caire est très importante, celle d'Alexandrie ne dispose pas des infrastructures qu'elle mérite alors qu'elle devrait selon le modèle adopté dans le passé par Alexandre le Grand, constituer un des plus gros pôles maritimes mondiaux. Les enjeux géopolitiques de ces dernières décennies ont certainement bloqué l'Égypte dans une telle expérience. L'apport des routes de la soie ainsi que celui lié aux nouveaux gisements en matière de capitaux devrait sensiblement améliorer les perspectives à ce sujet, à condition que ce projet reste d'abord égypto-égyptien. Il faut penser au potentiel que représente le Nil en matière de transport fluvial depuis un tel port, maintenant que l'on sait que celui-ci va pratiquement jusqu'au Kenya (même si la fin du fleuve n'est pas forcément exploitable). De quoi retrouver les routes de l'ancien pays de Pount. Sur le plan des grandes constructions, il y a encore fort à faire sur tout le continent africain pour construire des bâtiments capables de stocker suffisamment de céréales afin de contrer toute problématique liée aux sécheresses. Enfin, en dehors de toute considération liée aux grandes infrastructures il ne faut pas laisser de côté ce que Gilles Dufrénot¹¹ appelle les *innovations frugales*, c'est un autre versant de la problématique économique, qui consiste à se servir de l'économie informelle pour faire de l'économie territoriale en ne négligeant aucune opportunité et en mettant toujours en avant la question environnementale et celle des énergies renouvelables. L'Afrique est un continent exceptionnel en richesses naturelles, il peut devenir un nouveau

11. Gilles Dufrénot, « Croissance et niveau de vie : l'Asie peut-elle servir de modèle à l'Afrique ? », *La Tribune*, 5/05/2017.

laboratoire d'expériences écologiques capable de susciter par exemple, un réservoir à énergies renouvelables (biomasse, biogaz, énergie solaire). Dans cet objectif, il peut être louable de commencer par envisager les perspectives de nouveaux créneaux (nouveaux marchés, nouvelles productions, nouveaux types d'emplois reconnus) par la base, le local, et par le plus naturel : l'économie informelle. Les économies informelles qui elles, se servent de la nature pour fonctionner et de les insérer progressivement dans un système économique qui ne laisse plus de place aux grandes firmes. L'Afrique deviendrait alors un continent proprement autonome, et pionnier en matière d'innovations écologiques ayant le potentiel d'être numéro 1 en fourniture d'énergies éthiques et responsables ce qui laisse présager d'un bel avenir. ■

Éléments bibliographiques

- Smolar Piotr, « La visite de Volodymyr Zelensky à Washington scelle l'alliance entre Kiev et les États-Unis », *Le Monde*, 22 décembre 2022.
- M. Kadhafi, *Le livre vert*, Paris, Hadès, 2015 (1975).
- Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la situation économique de l'Afrique, les possibilités d'aide des pays les plus riches et la position française en matière de coopération et d'aide financière, la Baule le 20 juin 1990 ; <https://www.vie-publique.fr/discours/127621-allocation-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-la>
- K. Kako Nubukpo, M. Ze Belinga, B. Tinel, D. Moussa Dembele (dir.), *Sortir l'Afrique de la Servitude Monétaire. À Qui Profite le Franc CFA ?*, Paris, La Dispute, 2016.
- K. Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1944 (1^{ère} éd.).
- B. Lugan, *Histoire de l'Afrique des origines à nos jours*, Paris, Ellipses, 2^e ed. 2020.
- C. Courlet, Bernard Pecqueur, *L'économie territoriale*, Presses universitaires de Grenoble, 2013.
- J. Maucourant, « Des rapports entre monnaie et souveraineté : une analyse socio-historique » (chap. II), K. Kako Nubukpo, M. Ze Belinga, B. Tinel, D. Moussa Dembele (dir.), *Sortir l'Afrique De La Servitude Monétaire. À Qui Profite Le Franc CFA ?*, Paris, La Dispute, 2016.
- Gilles Dufrenot, « Croissance et niveau de vie : l'Asie peut-elle servir de modèle à l'Afrique ? », *La Tribune*, 5 mai 2017.